Cahiers de l'Urmis

1 | 1995

Notes et travaux sociologiques

La valeur opératoire des catégories

Louis Quéré

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/435>

ISSN : 1773-021X

Éditeur

Urmis

Édition imprimée

Date de publication : 5 juin 1995

ISSN : 1287-471X

Référence électronique

Louis Quéré, « La valeur opératoire des catégories », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 1 | juin 1995, mis en ligne le 15 janvier 2002, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/435>

Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La valeur opératoire des catégories

Par Louis Quéré

Directeur de recherche au CNRS
CEMS-EHESS, Paris.

“ Un objet n'est pas nommé selon l'espèce à laquelle il appartient, mais en fonction de telle ou telle propriété particulière dans l'ensemble d'un contenu intuitif. Le travail de l'esprit ne consiste pas à placer le contenu sous un autre contenu, il consiste à le spécifier en tant que tout concret mais indifférencié en détachant un moment caractéristique et en en faisant le point sur lequel se dirige l'attention. C'est cette concentration du regard qui permet au langage de “donner un nom” (Cassirer, 1972, p. 253).

Traditionnellement, l'enquête sur les catégories éclaire des problèmes de théorie de la connaissance : il s'agit de découvrir ce qui rend possible une connaissance d'objets ou une pensée conceptuelle, ou de rendre compte des principes et des procédés de l'activité cognitive. Cette enquête a été menée parallèlement dans plusieurs disciplines, en particulier en philosophie, en sociologie, en anthropologie et en psychologie cognitive. Dans son ensemble, elle a été dominée par une conception représentationnaliste de l'esprit et de la connaissance (il y a bien sûr des exceptions). Parmi ceux qui ont esquissé une approche plus praxéologique des catégories et de la catégorisation figurent les fondateurs du courant ethnométhodologique, H. Garfinkel et H. Sacks. Qu'est-ce qui différencie une telle approche par rapport aux précédentes ? Et quelles perspectives ouvre-t-elle à l'enquête sociologique sur les catégories ? Telles sont les deux questions que j'aimerais aborder. Dans un premier temps, je vais procéder à un double inventaire schématique : d'abord sur la terminologie et ensuite sur les orientations de la recherche sociologique sur les catégories. Dans un second temps, je présenterai brièvement les orientations d'une recherche sur les événements publics, qui permettent, me semble-t-il, d'éclairer le contenu opératoire des catégories.

Un double inventaire

La notion de catégorie est une notion particulièrement floue. Elle revêt des significations complètement différentes selon qu'on l'utilise au sens philosophique ou au sens commun du terme. Dans la tradition philosophique, l'enquête sur les catégories est une en-

quête sur les formes du jugement et sur les fondements conceptuels d'une connaissance d'objets. Ainsi, chez Aristote, la catégorie est-elle d'abord tout simplement un prédicat. Catégoriser c'est attribuer un prédicat à un sujet, et, par dérivation, la catégorisation a une dimension d'accusation publique. Mais cette attribution de prédicat ne se fait pas n'importe comment : elle est soumise à des contraintes et à des règles. Et c'est à l'exploration de ces contraintes et de ces règles qu'est consacrée l'enquête sur les catégories chez Aristote. Aristote nomme donc aussi catégories les types de prédicats entre lesquels un jugement catégoriel (de la forme x est y ou x est un y) doit nécessairement choisir : substance, quantité, qualité, relation, temps, lieu, position, état, activité ou passivité. En ce sens on peut dire que les catégories sont des schèmes de prédication ou encore des contraintes sur les opérations du jugement : comme le dit Benveniste dans son bel article de 1958, "Catégories de pensée et catégories de langue", elles sont "les propriétés qu'un penseur grec jugeait prédicables d'un objet, et par suite, comme la liste des concepts a priori qui, selon lui, organisent l'expérience".

La réflexion de Kant sur les catégories est en continuité avec cette problématique grecque, bien que la liste de catégories qu'il établit soit différente de celle d'Aristote : les catégories sont pour lui des concepts a priori de l'entendement. Dans ce cadre l'enquête sur les catégories continue à être étroitement liée à l'analyse logique. Ce lien a été maintenu à l'époque moderne par la philosophie analytique, qui aborde la question des catégories en termes d'explicitation des limites de la signification ou en termes de repérage des erreurs de catégorie (chez Wittgenstein et

chez Ryle par exemple).

En sociologie, cette notion philosophique de catégorie a été reprise par Durkheim et Mauss dans le cadre de leur sociologie de la connaissance : les catégories, disaient-ils, sont "les cadres permanents de la vie mentale" ; "elles expriment les conditions fondamentales de l'entente entre les esprits". Mais Durkheim a "sociologisé" le questionnement philosophique traditionnel, en conférant un fondement social aux catégories et en les considérant comme de "véritables institutions sociales". De plus, il a très vite glissé de la notion classique à une notion plus proche de l'usage commun : les catégories deviennent alors les concepts de base ou les notions essentielles de la pensée sociale et du discours social.

L'usage commun fait peu de différence entre les notions de catégorie et de concept, de catégorie et de classe, de catégorie et de mot. Catégoriser ce n'est plus seulement attribuer un prédicat à un sujet, mais subsumer un objet sous une classe d'appartenance, munie d'un nom. Cette confusion des termes s'explique assez facilement. Souvent ce qu'on appelle catégorie n'est en fait rien d'autre que l'extension d'un concept, c'est-à-dire la classe des objets auxquels le concept s'applique, ou la classe des objets qui spécifie sa référence. L'intension du concept est alors constituée par l'information qui permet de construire la classe des objets constituant son extension. En psychologie, on appelle concept l'intension proprement dite d'un concept et catégorie son extension. Et il n'est pas rare qu'on confonde le concept avec le signifié d'un mot. Certains enfin définissent le sens des mots en termes de catégorie (ce qui explique le succès de la théorie psychologique des catégories en sémantique lexicale). En effet, dans le triangle sémantique hérité

d'Aristote, les concepts font médiation entre les mots et les choses. Aux mots sont associés des concepts qui leur permettent de référer aux choses. Si on conçoit le sens des mots en termes de référence, on en vient tout naturellement à l'identifier à la classe d'objets qui constitue l'extension du concept. Ensuite, si l'on est plutôt réaliste, on envisagera les catégories comme des classes d'objets dans le monde (Rosch par exemple) ; si l'on est plutôt représentationnaliste, on concevra les catégories comme des entités psychologiques ou des structures mentales. Mais que l'on soit l'un ou l'autre, l'enquête sur les catégories relèvera d'une théorie du concept (formation, structure, organisation interne et externe, etc.), le concept étant considéré comme la composante de base de la pensée ou comme le support de la "représentation de la connaissance".

Il n'est pas rare non plus qu'on entende par catégorie une sous-classe dans la partition d'une variable. Ainsi la variable âge peut-elle être partitionnée en plusieurs sous-classes : nourrisson, enfant, adolescent, adulte, troisième âge, vieillard. La notion de valeur d'attribut recouvre la même idée : par exemple un attribut de couleur peut recevoir plusieurs valeurs (bleu, blanc, rouge, etc.), qu'on appellera aussi catégories. En explicitant l'articulation des attributs et de leurs valeurs dans des schèmes ou des "frames", les psychologues cognitifs rendent compte de ce qu'ils appellent la "représentation de la connaissance".

Pour compléter ce premier inventaire succinct, il convient d'évoquer une dernière problématique de la catégorisation, qui, elle, est d'inspiration structuraliste. Elle excède d'emblée le discours, le jugement prédicatif et la conceptualisation : catégoriser c'est structurer qualitativement un domaine

ou un espace, en y introduisant une discontinuité qui permet de distinguer et de grouper, de différencier et de déterminer des places ou des positions. Cette structuration implique l'introduction d'une forme ou d'une structure, c'est-à-dire d'une totalité organisée par un système de relations internes, satisfaisant à des "lois" formelles, entre des places ou des valeurs positionnelles. Les positions ne sont pas à proprement parler des catégories, car elles ne résultent pas d'un jugement attribuant un prédicat à un sujet ou subsumant un objet sous une classe d'appartenance, mais d'un processus de structuration qualitative de type morphogénétique. Et il y a une efficacité de la position différente de celle de la catégorie. Alors que la dernière autorise une gamme d'inférences très riches, la première a la capacité de fournir tacitement des identités, de spécifier des relations, de programmer des opérations et de définir des parcours d'action.

Il me semble qu'on ne peut pas espérer réduire ces multiples acceptions des termes catégorie et catégorisation à une seule. Il n'y a donc pas lieu de chercher à homogénéiser l'enquête sur les catégories. Si l'on doit prendre acte de cette hétérogénéité constitutive, il me paraît cependant plus problématique d'accepter l'assimilation que la psychologie cognitive tend à faire entre catégorie et extension d'un concept. Cette assimilation est ennuyeuse à plusieurs titres. Elle favorise une conception purement taxinomique des catégories et de la catégorisation : catégoriser c'est en fin de compte classer ou subsumer sous une classe. En outre, elle privilégie l'extension du concept par rapport à son intension et elle a une vue très réductrice de cette dernière (en termes de représentation ou d'information). Enfin, elle conduit à définir l'activité de pensée essentielle-

ment par sa capacité d'abstraction, de subsomption et d'inférence. Une approche praxéologique des catégories vise précisément à rétablir le primat de l'intension et à redéfinir celle-ci en termes opératoires d'actes de pensée plutôt qu'en termes représentationnels d'objets de pensée, et d'autre part à relativiser les notions d'abstraction et de subsomption par une définition plus pragmatique (*i.e.* en termes d'activité) des concepts et des catégories.

Le second inventaire que je me proposais de faire concerne l'enquête sociologique sur les catégories. Il me semble qu'on peut en dresser un tableau qui fasse ressortir les cinq composantes suivantes. De la première, qui est l'étude des classifications sociales, je ne dirai rien ou presque, car elle est la plus facile à définir. Disons qu'elle a pour objet général d'explorer la façon dont fonctionnent les classifications, "How classification works", pour reprendre le titre d'un livre récemment édité par M. Douglas (1992). La seconde correspond au programme de recherche de Durkheim et de Mauss sur l'origine sociale des catégories ("les catégories sont choses sociales"), et sur leur statut d'"institutions sociales". J'ai déjà rappelé le sens qu'ils donnaient à cette notion. L'explication que Durkheim propose de l'ancrage social des catégories ne nous convainc sans doute plus aujourd'hui. Cependant le projet n'est pas insensé, et nous disposons pour le développer de ressources dont Durkheim n'avait pas idée.

Je pense entre autres à deux exemples. Le premier est celui du temps. Durkheim se demandait comment le temps est pensé. Il constatait qu'il était mesuré par différents dispositifs comme les calendriers, les fêtes, etc. Ce qui l'intéressait surtout c'était de savoir en quoi la catégorie de temps avait une origine sociale ou exprimait "des

choses sociales" ("c'est le rythme de la vie sociale qui est à la base de la catégorie de temps"). Notons que cette approche du temps restait complètement en dehors de toute problématique de l'action. En fait l'étude de la catégorie de temps a été approfondie depuis Durkheim par différents courants philosophiques (pragmatisme, phénoménologie, herméneutique). Elle a aussi été reprise en sociologie, non plus dans une perspective de sociologie de la connaissance, mais dans le cadre d'une théorie de l'action et d'une théorie de l'intersubjectivité. G. H. Mead par exemple a développé une théorie de la constitution intersubjective du temps et de l'espace. Pour lui, le problème n'était pas tant de savoir comment le temps est pensé ou représenté, que de comprendre la structuration du temps dans et par l'action, et de saisir la place de ce processus de temporalisation (distinction et articulation des trois dimensions du passé, du présent et du futur) dans l'organisation de l'acte social. On retrouve une problématique du même genre chez Garfinkel lorsqu'il montre comment le temps est constitutif du sens d'un énoncé ou lorsqu'il décrit le processus de rétro-projection inhérent à toute composition de cours d'action.

Le second exemple est celui de la catégorie de causalité, dont Durkheim disait qu'elle avait pour élément essentiel le concept de "force efficace" et que "c'est la force collective qui a été le prototype du concept de force efficace". Ce point de vue a, en un certain sens, été corroboré par la réflexion d'un logicien contemporain important sur la causalité, G. H. Von Wright (1971). S'intéressant à l'explication causale en sciences humaines et à la structure logique des relations causales, Von Wright a soutenu, de façon tout à fait convaincante, que l'idée de relation

causale dépend du concept d'action. D'une part, nous n'aurions pas l'idée de causalité si nous n'étions pas en mesure d'intervenir sur le monde pour mettre en mouvement des systèmes dynamiques, dont les enchaînements internes conduisent à des états de choses définis, que nous cherchons à produire ; d'autre part, nous ne comprendrions pas la distinction entre cause et effet si nous ne savions pas faire la différence entre ce que nous faisons et ce que nous faisons advenir (produisons) en agissant, donc entre résultats et conséquences de l'action. C'est seulement à travers l'idée de faire quelque chose pour provoquer quelque autre chose que nous en venons à saisir les idées de cause et d'effet. Il suffit alors de comprendre l'action comme phénomène social pour être en mesure d'éclairer d'une nouvelle lumière la conviction de Durkheim.

La troisième composante du tableau correspond à des tentatives qui sont faites pour élucider le caractère d'"institution sociale" des catégories. Il faut ici entendre institution au sens fort : les catégories ont un pouvoir d'institution symbolique du réel et pas seulement une fonction d'encadrement de la pensée conceptuelle. Sans doute faut-il alors élargir la notion de catégorie dans la direction qu'ont indiquée Durkheim et Mauss, c'est-à-dire prendre en considération soit les concepts des entités de base de l'analyse sociale (action, événement, objet, etc.), soit les notions essentielles qui fournissent "l'assiette mentale de la société" (personne, famille, homme / femme, etc.) - encore que cette idée de "notion essentielle" soit un critère trop vague pour constituer une liste de catégories. Relève de cette problématique des catégories, l'approche proposée par Bourdieu dans son petit article "A propos de la famille comme

catégorie réalisée" (Bourdieu, 1993), où il définit les catégories comme des principes de construction de la réalité. Relève aussi de la même perspective l'étude du cas Agnès par Garfinkel. Mais l'analyse de Garfinkel est plus profonde que celle de Bourdieu. D'une part elle s'enquiert de la façon dont les membres de la société se rapportent aux catégories sexuelles de l'intérieur des structures de leur expérience - ce que Garfinkel décrit en reconstituant le point de vue du membre adulte de nos sociétés sur la partition homme / femme - ; d'autre part, elle répond à la question de Durkheim sur l'origine sociale des catégories en introduisant une description de l'ancrage des catégories dans le milieu de l'intersubjectivité : leur support n'est autre que le jeu des attentes, des attributions et des opérations réciproques des acteurs en tant qu'il règle la production et la réception de leurs comportements pratiques. Pour Bourdieu, cet ancrage ne suffit pas à rendre compte de la construction sociale des catégories ; il veut un fondement plus réaliste, la domination sociale et l'intervention de l'Etat par exemple, et ce qu'il reproche à l'ethnométhodologie c'est de ne pas partager son réalisme sociologique.

Je considère le programme de recherche de Sacks comme une composante à part entière dans ce tableau d'ensemble. Il couvre un autre domaine que la précédente. On peut considérer avec J. Coulter qu'il a pour but d'explorer la logique de la praxis ordinaire, en particulier un certain nombre d'aspects essentiels du raisonnement sociologique de sens commun, tel que mis en oeuvre dans la communication et dans l'organisation de cours d'action situés (Coulter, 1991). Je ne suis cependant pas sûr que ce programme soit complètement unifié. Ceci pour deux raisons. La première est qu'il n'y a

pas chez Sacks d'élucidation systématique de la notion de catégorie qu'il utilise. Très souvent, il utilise de façon équivalente les termes catégorie et classe, catégoriser et classifier. A d'autres moments, il est plus proche de la définition classique de la notion : catégoriser c'est alors sélectionner un prédicat ou un descripteur pour un sujet, et la catégorie est soit un attribut, susceptible éventuellement de revêtir plusieurs valeurs, soit une variable susceptible d'être partitionnée (âge, sexe...), soit encore une sous-catégorie correspondant à la partition d'une telle variable. La seconde raison est qu'il poursuit en même temps la résolution de plusieurs problèmes distincts. Partant du "problème de la sélection" et de la cosélection des dispositifs et des catégories (pour se présenter, s'identifier, référer à quelqu'un, construire une relation, etc.), il soulève aussitôt le problème de leur organisation interne, à la fois au niveau des variables et des sous-classes, ou des attributs et de leurs valeurs, ainsi que celui de leur articulation. Il tente aussi de rendre compte de la manière dont la sélection d'une variable, d'une sous-classe, ou éventuellement d'un mot, ouvre des parcours interprétatifs et pragmatiques possibles. Enfin, Sacks a le sentiment que le passage par l'étude des catégories peut éclairer de façon essentielle la structuration du savoir social, ou encore les fondements de l'observabilité et de la descriptibilité des phénomènes.

La dernière composante correspond à l'approche structurale de la catégorisation, telle que définie plus haut. Elle paraît particulièrement appropriée à l'élucidation de l'organisation des activités pratiques, puisqu'elle saisit la catégorisation en-deça de l'attribution discursive de prédicats ou de la subsumption réflexive d'objets, de personnes ou d'événements sous des caté-

gories d'appartenance. On la trouve esquissée par Goodenough, chez qui Sacks dit avoir trouvé son inspiration. Constatant que nous disposons toujours d'une multiplicité d'identités ou de catégories - il semblait considérer les deux termes comme synonymes - entre lesquelles choisir pour construire une relation avec quelqu'un, Goodenough s'est interrogé sur la manière dont se faisait la sélection de l'une ou de l'autre. Mais il n'a pas vraiment apporté de réponse à ce problème, et Sacks s'est référé à Goodenough en disant qu'il avait trouvé une solution à "son" problème (en fait, le problème qu'il avait en tête n'était pas vraiment celui de Goodenough, car celui-ci ne concevait pas les catégories comme des classes d'appartenance mais comme des collections de droits et d'obligations ; néanmoins il y a apporté un éclairage important, en distinguant dans cette sélection la dimension de la pertinence ou de l'adéquation et celle de la correction). A vrai dire, cet aspect structural de la catégorisation n'a pas été beaucoup exploré depuis Goodenough en sciences sociales ; il mériterait d'être repensé à nouveaux frais (à l'aide peut-être des théories récentes dans le domaine du structuralisme morphogénétique, de l'auto-organisation ou de l'autopoïèse).

Cependant l'idée d'une sélection des identités ou des catégories est plus problématique qu'il n'y paraît au premier abord. On peut en effet se demander si, lorsqu'ils ont à construire une relation sociale, dans une interaction par exemple, les acteurs effectuent vraiment un choix et disposent véritablement d'alternatives possibles entre lesquelles choisir. D'une part, leurs identités (corrélatives) leur sont données par le type d'activité dans lequel ils s'engagent (il y a un primat de l'action, et des relations qui lui sont inhérentes, sur les

sujets d'action), et ils n'ont pas tant à choisir leurs identités qu'à actualiser, par différents ajustements réciproques, une structure d'activité conjointe, qui spécifie leur relation et ses termes. D'autre part, souvent ce n'est qu'après-coup que l'on s'aperçoit que l'on a opéré une sélection parmi des possibles : dans le feu de l'action on n'a pas réellement entrevu plusieurs possibilités. Il faut donc ici comme ailleurs résister à la tentation de l'"intellectualisme", qui consiste à projeter sur l'organisation de la pratique des entités et des processus qui relèvent de la rationalisation discursive de l'action, en pensant que ce sont ces processus et ces entités qui opèrent dans l'expérience, ou qui jouent une influence ou un rôle causal dans l'accomplissement de l'action.

Pour conclure ce double inventaire, je voudrais faire une remarque générale sur ce qui me semble constituer un biais essentiel présent dans la plupart des recherches sur la catégorisation : il consiste à donner le primat, dans la pensée ou l'activité cognitive, aux opérations d'abstraction, de subsumption et d'inférence. Certes l'existence de telles opérations n'est pas contestable. Mais elles ne représentent qu'une partie, sans doute secondaire, de la pensée en acte. Je pense que ce biais est lié à une conception représentationnaliste des concepts et des catégories, mais aussi du langage et de la connaissance. Je tends à croire que cette conception n'est pas appropriée à une problématique de l'organisation endogène des activités pratiques, car elle n'est pas homogène au domaine de la pratique.

Or il y a, à mes yeux, une théorie des catégories et des concepts homogène à ce domaine, qui est une théorie praxéologique : c'est celle du schématisme chez Kant, auquel font écho cer-

taines analyses du pragmatisme américain (chez Dewey et Mead notamment). Dans cette perspective, catégories et concepts sont des méthodes, des procédés ou des formules pour des opérations de configuration, de détermination ou d'individuation des phénomènes - opérations qui se passent complètement de l'abstraction, de la subsumption ou de l'inférence (cf. à ce sujet Cassirer, 1972). Comme l'a bien vu A. Renaut, s'appuyant sur l'interprétation de Cassirer et de Philonenko, chez Kant "le concept comme schème n'est plus réellement une représentation, mais une activité". C'est ce que j'appelle une conception praxéologique des catégories, que j'oppose à une conception taxinomique (la catégorie comme classe, et la catégorisation comme subsumption sous une classe d'équivalence ou sous une "catégorie" au sens de la psychologie cognitive). En fait, il n'y a pas à choisir entre les deux conceptions, mais à rendre compte de la dualité constitutive des catégories et des concepts : ils sont à la fois des actes de pensée (valeur opératoire) et des objets de pensée (contenu analysable).

L'individuation des événements publics

J'ai tenté d'explorer plus empiriquement certaines dimensions de cette conception praxéologique de la catégorisation dans une étude de la "construction sociale" des événements publics (réalisée en commun avec M. Barthélémy). Il est évident qu'avec ce type d'objet, on aborde encore la catégorisation sur le plan du discours, et non pas sur celui de l'organisation des activités pratiques. Notons cependant qu'il permet d'éclairer des aspects importants du contenu opératoire (orga-

nisation de parcours interprétatifs) et du caractère pragmatique (configuration d'un champ pratique) des catégorisations. A cette première remarque préliminaire je dois en ajouter une seconde : je vais parler d'individuation et d'individualité des événements. J'entends par là le processus par lequel, face à une occurrence donnée, nous venons à lui conférer une identité et un sens déterminés, en répondant à des questions du genre : que s'est-il passé ? De quoi s'agit-il réellement ? Qu'est-ce qui est en jeu là-dedans ? On répond à de telles questions en identifiant l'événement comme étant d'une certaine sorte (catégorisation), en lui construisant un passé et un futur, en l'affiliant à un contexte causal, où il est à la fois effet et cause, en associant un certain degré de probabilité à son occurrence, en lui attribuant des enjeux, etc. Il est devenu habituel de réserver l'individualité aux personnes ; mais c'est à tort, car, formellement, l'individu "est le terme ultime d'une descente des descriptions les plus générales vers les plus particulières", terme ultime que l'on peut désigner par un nom propre, une description définie ou un déictique (Descombes). Par ailleurs, l'individualité d'un événement est nécessairement de sens commun : il n'y a pas autant d'identifications d'un événement qu'il y a de sujets qui le perçoivent, même si peuvent coexister plusieurs versions différentes de l'événement.

Voici d'abord les trois cas qui me serviront d'appui dans mon argumentation. Le premier est la profanation du cimetière israélite de Carpentras au printemps 1990. Le deuxième concerne le "problème des banlieues" tel qu'il s'est manifesté dans les incidents de Vaulx-en-Velin à l'automne 90. J'emprunte le troisième à un article de M. de Fornel, dans un numéro récent de *Réseaux*, sur

la catastrophe du Heysel.

Dans l'affaire Carpentras, il s'agissait de la profanation d'un cimetière juif, une profanation particulièrement spectaculaire puisqu'un cadavre avait été exhumé et empalé. Cette profanation avait été immédiatement interprétée comme un acte antisémite, par une prise de position du ministre de l'Intérieur de l'époque, Pierre Joxe, quelques heures après la découverte des tombes saccagées. Celui-ci disait quelque chose comme : "On sait qui sont les coupables". Il désignait par là non pas les auteurs réels du forfait, mais ceux à qui on pouvait en imputer la responsabilité. Il visait directement le mouvement léniniste, qui, outre qu'il venait de faire une percée électorale inquiétante, avait favorisé la recrudescence du racisme et de l'antisémitisme dans l'opinion publique française. Cette identification de l'événement comme acte antisémite suscita une vive émotion collective, qui déboucha très rapidement sur l'organisation de manifestations importantes un peu partout en France.

Quelques mois plus tard, cette qualification fut (discrètement) remise en cause : en effet, leur enquête n'aboutissant pas à identifier de coupables dans les milieux de l'extrême-droite, les policiers avaient exploré d'autres pistes et plus ou moins acquis la conviction qu'il s'agissait sans doute d'un forfait commis par des jeunes des environs qui avaient l'habitude de se retrouver dans ce cimetière (qui est en fait un parc) pour s'y livrer à différentes activités ludiques, dont des jeux de rôles. Cette hypothèse, qui n'a jamais été confirmée publiquement, annulait donc l'identification de la profanation comme acte antisémite.

Ce qui m'intéresse dans ce cas c'est à la fois le processus à travers lequel se stabilise l'identité sociale d'un événe-

ment, la vulnérabilité de cette identité et la transformation qu'un événement subit lorsqu'il est porté sur la scène publique. C'est surtout ce dernier aspect que je veux souligner. Dans le présent exemple, il y a bien eu une telle transformation : à une identification de base comme profanation s'est superposée une autre identification, comme acte antisémite, qui a fait de l'événement un événement d'une autre sorte, relevant d'un nouveau cadre de l'expérience, pour reprendre les termes de Goffman. Mon hypothèse est que c'est dans une telle transformation que se joue la constitution d'un événement public. Lorsqu'un événement est porté sur la scène publique, cela peut simplement être de l'ordre d'une information : rendre public un événement c'est le porter à la connaissance de tous. Mais, dans l'idée d'événement public, il y a une signification plus forte : d'une part, le cadre en fonction duquel l'événement initial est réidentifié relève d'un registre discursif et pratique particulier, disons celui de l'action publique ; d'autre part, lorsqu'il est porté sur la scène publique, l'événement tend à être thématisé, problématisé comme problème public demandant un certain traitement par l'action collective (Etat, opinion publique, mouvements sociaux, etc.). Une des choses intéressantes dans l'affaire Carpentras est que l'événement catégorisé comme acte antisémite a été à l'origine d'une mobilisation collective très forte. Ce qui amène à se demander comment une identification ou une catégorisation déterminée d'un événement peut structurer un champ pratique et susciter un passage à l'action collective.

Un autre exemple typique de constitution d'événement public par la réidentification d'un événement "primaire" (au sens où Goffman parle de cadres "primaires") est l'histoire du fou-

lard islamique. Il s'agissait au départ d'un événement purement local dans un lycée de la grande banlieue parisienne : accédant à la scène publique, il est devenu un événement public, non pas parce qu'il a été porté à la connaissance de tous, mais parce qu'il a été problématisé sur un certain registre, celui précisément de l'action publique. C'est ainsi qu'il a été crédité de la capacité de révéler l'existence en France d'une situation porteuse d'enjeux d'ordre sociétal, de poser des problèmes d'intérêt général touchant aux valeurs fondamentales de la société, aux principes sur lesquels les institutions démocratiques sont fondées, ces problèmes appelant un traitement en termes d'action collective. En d'autres termes, l'événement local est devenu un événement public à partir du moment où on lui a associé un problème public appelant un certain traitement par l'action collective, etc.

On retrouve le même type de processus dans le second cas que j'ai retenu : l'affaire de Vaulx-en-Velin en 1990. Cette ville avait déjà été, au début des années 80, le théâtre de troubles graves et de désordres révélateurs d'un "problème des banlieues". Une politique de réhabilitation des quartiers "chauds", habités par une population composée essentiellement d'immigrés, avait été menée à la fin des années 80 avec l'aide de l'Etat. Or voici qu'à l'automne 90, les troubles reprennent à la suite d'un accident de moto provoqué par un car de police : le jeune passager de la moto a été tué. Les jeunes du quartier accusent la police d'avoir provoqué volontairement la chute de la moto. Ils se mobilisent aussitôt et organisent des manifestations de rue accompagnées de pillages et de destructions d'édifices. Cette agitation violente dure tout un week-end.

Dans un premier temps, cette mobi-

lisation est interprétée comme une émeute. Mais les troubles durant plus longtemps que prévu on s'est demandé s'il n'y avait pas autre chose en jeu. En effet, si une émeute est une réaction spontanée exprimant l'émotion collective provoquée par un événement, une fois l'émotion exprimée, il n'y a pas de raison que les manifestations perdurent. On s'est donc demandé s'il ne s'agissait pas d'autre chose que d'une émeute. Est alors apparue une interprétation de l'événement comme action stratégique, comme agitation organisée par des manipulateurs ayant intérêt à semer le désordre dans le quartier. On a donc essayé d'identifier qui avait intérêt à créer une telle situation de désordre. On en est ainsi venu à accuser les "dealers" de manipuler les jeunes initialement choqués par l'accident de la moto et d'instrumentaliser leur colère à leur profit.

On voit ici comment on passe d'une identification à une autre d'un événement. Dans le cas présent, la réidentification passe par l'attribution d'un caractère anormal à la durée des manifestations, cette attribution se faisant sur l'arrière-plan d'une série d'attentes (non satisfaites) liées à la description de l'événement comme émeute. Le mécanisme est en gros le suivant : la description choisie ("émeute") permet d'attribuer un certain nombre de prédicats à l'événement et de former des attentes à son égard. Si la suite des événements contredit ces attentes, c'est qu'il s'agissait sans doute d'un phénomène d'une autre sorte. D'où une re-description plus ajustée aux propriétés manifestes de l'occurrence. Dans cette réidentification, la catégorie (le descripteur sélectionné) opère comme outil d'analyse : elle fournit une base pour conduire des investigations sur le phénomène, sur ses causes et ses effets, sur

son passé et son futur, etc.

En fait, la publicisation de l'événement s'est traduite par une seconde réidentification, correspondant à sa constitution en problème public. En effet, très rapidement on a vu dans cet événement une nouvelle expression du "malaise des banlieues". Plus précisément, il a fourni une occasion pour évaluer la politique de réhabilitation des banlieues à problème conduite dans les années précédentes. Voilà, dit-on, un quartier qui a bénéficié de cette politique : comment se fait-il que se produisent les mêmes incidents que ceux qui avaient suscité les actions de réhabilitation ? Celles-ci n'auraient-elles pas traité convenablement les problèmes ? D'où l'idée de chercher des failles dans l'action publique. On s'aperçoit alors par exemple qu'on n'a pas créé de lycée dans cette ville où la part des jeunes dans la population est très importante, qu'on n'a pas associé la police aux processus de réhabilitation et que les policiers n'ont pas un comportement approprié au type de population présent, ce qui explique le conflit larvé entre eux et les jeunes. En thématissant ainsi la situation, on fait émerger un nouveau problème public, qui appelle un surcroît de traitement par l'action publique. Si je récapitule le cas, on a donc une première description de ce qui se passe comme émeute ; l'événement est ensuite redécrit comme action stratégique. Puis, dans un troisième temps, il est thématisé comme problème public.

Le troisième cas est l'affaire du Heysel en 1985. On peut, pour l'analyser, se servir de la notion goffmanienne de cadre primaire de l'expérience : la rencontre sportive est un cadre d'expérience qui permet d'identifier ce qui se passe et de former un certain nombre d'attentes vis-à-vis de la situation. On s'attend par exemple à ce qu'il y ait

des joueurs et des supporters, mais aussi à ce que les uns et les autres adoptent un certain type de comportement, un comportement "normal" (au sens de conforme aux us et coutumes). Ce sont des attentes assez floues. Si les comportements manifestés par les uns ou les autres ne satisfont plus ces attentes de "normalité", on peut être amené à considérer qu'il s'agit d'un autre événement que celui qu'on avait d'emblée identifié. Le constat de comportements excédant les attentes de normalité peut conduire à une "rupture de cadre" : "Dans la mesure où le cadre d'une activité est supposé nous aider à faire front à tout ce que celle-ci nous réserve comme problèmes, à informer et réguler la plupart d'entre eux, on comprend que nous soyons bouleversés et dépités par des circonstances que nous ne pouvons ignorer mais que nous ne savons pas non plus traiter. En somme, nous subissons une rupture du cadre : nous ne savons ni l'appliquer ni le maîtriser" (Goffman, 1991, p. 340). Bref pour identifier ce qui se passe, il faut alors affilier les occurrences à un autre cadre. Dans le cas présent, la notion de catastrophe est utilisée pour répondre à la question "qu'est-ce qui se passe ?". Du coup l'identité des acteurs elle-même change. Il ne s'agit plus des acteurs normaux d'une rencontre sportive, mais des responsables et des victimes d'une catastrophe. En particulier, les supporters de Liverpool deviennent des "vandales", "une minorité de casseurs", etc. Enfin, dans un troisième moment, l'événement est thématisé comme problème à traiter par l'action publique : il est alors appréhendé sous l'aspect du hooliganisme, c'est-à-dire en tant que problème social récurrent dans certaines manifestations sportives.

Dans ces trois exemples il y a bien constitution d'un événement public, que j'explicite en termes de formation

d'un problème public, d'un problème à traiter par l'action publique. La question qui se pose alors est de définir le cadre où se fait cette réidentification des événements. C'est une question qui conduit directement à une analyse de l'espace public. Ne pouvant pas développer ce point ici, je me contenterai de souligner trois points qui me paraissent importants : d'abord préciser le concept d'"événement sous une description" ; ensuite présenter la notion de "contexte de description" en tant que reformulation de la notion de "cadre de l'expérience" ; enfin définir le pouvoir organisateur d'une description ou d'une catégorisation.

1. Pourquoi parler d'"événement sous une description" (qui est une expression consacrée de la philosophie analytique) ? Pour exprimer l'idée qu'une occurrence donnée n'est un événement précis et déterminé que "sous une description". En effet, une même occurrence peut constituer plusieurs événements différents : elle n'acquiert son individualité que "sous une description" déterminée, et la description choisie commande l'explication qui va être donnée de l'événement. De plus, une occurrence est constituée d'éléments hétérogènes, voire d'une succession de micro-occurrences. Or la sélection d'un descripteur effectue une synthèse de cet hétérogène et de cette pluralité ; elle regroupe différents éléments dans un même ensemble, les schématise et leur "colle" une étiquette. Une réalité complexe devient ainsi un événement unique et simple : une profanation, un acte antisémite, une émeute, etc.

Dans le premier exemple choisi, ce qui a eu lieu dans le cimetière a été défini sous deux descriptions différentes : une profanation et un acte antisémite. Selon que l'événement est saisi comme profanation ou comme acte antisémi-

te, on a deux événements différents bien que le support de ce qui est arrivé soit le même. Dans le deuxième exemple, les manifestations consécutives à l'accident de moto ont été décrites d'abord comme émeute, puis comme manipulation. Là encore une même occurrence constitue deux événements différents. Il faut donc analyser cette description qui donne son identité à l'événement. Ce peut être une phrase narrative, comme dans les titres des journaux relatant Carpentras : "Le cimetière israélite de Carpentras a été profané, des tombes ont été détruites, un cadavre a été exhumé, etc.". Une autre possibilité est de nominaliser l'événement. On parlera alors de profanation du cimetière de Carpentras ou d'acte antisémite. Le propre de cette description est de présenter l'événement comme étant d'une certaine sorte en lui affectant un descripteur.

2. La notion de "contexte de description" est empruntée à P. Ricoeur. Elle a à peu près le même sens que la notion de cadre d'expérience chez Goffman, mais elle fait une plus grande place à la dimension langagière de la description. Un "contexte de description" est ce qui permet d'identifier ce qui se passe. L'action de lever le bras peut constituer une action totalement différente selon qu'elle se déroule dans une assemblée ou dans la rue. Dans l'assemblée, si le contexte est celui d'une discussion, ce peut être pour demander la parole, si c'est celui d'un vote, pour y participer. Si le geste de lever le bras a lieu dans la rue, ce peut être pour faire signe à un ami ou pour appeler un taxi etc. Un "contexte de description" est ce qui permet de considérer un tel geste comme une action d'une certaine sorte. Il est essentiellement d'ordre institutionnel : il est fait d'us et de coutumes, de règles et de normes, d'habitudes d'action et de ri-

tuels, de signes et de jeux de langage. C'est le "contexte de description" mobilisé qui permet aussi de dire qu'une occurrence donnée est tel ou tel événement. Il convient toutefois de bien distinguer cette notion d'une autre notion de contexte de description. En effet, toute identification d'événement se fait dans un contexte déterminé, et c'est en fonction des circonstances qu'on est en mesure de sélectionner le "contexte de description" qui convient. On a alors plutôt affaire à un contexte de sélection d'un descripteur.

3. Enfin, dernier aspect, le choix d'une description ou d'un descripteur a un pouvoir organisateur extrêmement important qu'on peut caractériser principalement selon deux dimensions : celle de la "normalisation" et celle de la configuration d'un champ d'action. "Normaliser" un événement, au sens garfinkélien du terme, c'est d'une part en faire un événement dans un ordre social, c'est d'autre part réduire son caractère contingent en montrant qu'il y avait des chances qu'il se produise et des raisons qui l'ont produit. L'individuation d'un événement passe donc par une attribution de "valeurs de normalité" à une occurrence : on la considère comme un événement d'un certain type (typification) ; on la compare à des événements antérieurs ; on lui construit une texture de causes et d'effets ; on la munit d'un passé et d'un futur (temporalisation), etc. Or cette attribution de "valeurs de normalité" est entièrement commandée par la description sous laquelle l'événement est identifié. C'est celle-ci qui oriente et contraint le parcours interprétatif dont procèdent l'individualité et le sens de l'événement.

Ainsi si on catégorise un événement comme profanation par exemple, on lui construira un certain passé ; les événements antérieurs auxquels on pourra le

comparer seront d'un certain type. A partir des profanations du même genre qui se sont produites par le passé, on dégagera un certain type d'acteurs et des raisons d'agir typiques attribuables aux auteurs du forfait. On cherchera des causes d'un certain type, valables pour ce type d'acte, etc. Si par contre l'événement est redécrit comme acte antisémite, il sera "normalisé" à nouveaux frais ; et sa normalisation se fera selon un tout autre parcours interprétatif. En effet, ce qui peut expliquer un acte antisémite n'est pas du même ordre que ce qui peut expliquer une profanation. Les événements passés, les causes et les conséquences possibles, etc., ne sont pas du même ordre. Dans le cas de Carpentras l'explication de l'acte antisémite a consisté essentiellement à rappeler le contexte socio-politique de la France dans les mois précédents, en insistant sur le développement de l'antisémitisme en relation avec la montée électorale de l'extrême droite. La description ou la catégorie choisie structure ainsi le domaine dans lequel pourra se développer l'analyse de l'événement. On peut aussi dire qu'elle organise l'analysabilité de l'événement : elle ouvre et délimite un champ de connaissance et d'investigation, oriente une recherche auparavant erratique et mal cohérente.

Je voudrais, pour clôturer ce point, souligner une conséquence importante de cette manière de raisonner. Quand on explique un événement en le faisant dépendre causalement d'événements ou de situations qui l'ont précédé, on tend à supposer que l'explanans est antérieur à l'explanandum, qu'il est par exemple un événement passé, et surtout qu'il est un phénomène en soi, totalement indépendant de ce qu'il explique. Cette idée d'indépendance est inhérente à la notion même de relation causale : il ne peut y avoir de relation

causale, qui est nécessairement contingente, qu'entre deux objets indépendants. Or, si c'est la description sous laquelle un événement est identifié qui ouvre et délimite le champ de sa connaissance possible, alors la relation entre l'explanandum et son explanans n'est pas une relation contingente mais une relation conceptuelle ou interne (c'est-à-dire d'appartenance réciproque ou d'interdépendance). Dans ce cas l'explication causale de l'événement masque une relation conceptuelle entre l'événement et sa cause, entre l'événement et ses effets, alors qu'elle est rendue possible par cette relation.

Il en va de même pour l'attribution d'un passé causal à l'événement. Ce passé n'est pas une réalité en soi, indépendante de l'événement présent dont elle est le passé. Car la sélection de ce passé est elle-même déterminée par la catégorie sous laquelle l'événement a été appréhendé. Ce qui est premier c'est donc l'événement émergent, qui appelle une découverte dans le passé des événements susceptibles de l'expliquer, cette découverte étant orientée et contrainte par la description de l'événement. C'est ce qu'a bien expliqué G. H. Mead, dans sa *Philosophie du présent* : le passé est nécessairement relatif au présent de l'événement. C'est aussi un point de vue partagé par H. Arendt (1953) : " Le sens réel de tout événement transcende les "causes" passées qu'on peut lui assigner (...), mais qui plus est, ce passé lui-même n'émerge qu'à la faveur de l'événement (...). L'événement éclaire son propre passé ; il ne peut jamais en être déduit".

La deuxième dimension de ce pouvoir organisateur de la description ou de la catégorie est sa capacité d'ouvrir et de délimiter non plus un champ de connaissance mais un champ d'ac-

tion. Cette capacité se fonde sur deux éléments. Le premier est la composante pragmatique de toute individualité. C'est un principe qui a été formulé par Peirce, selon lequel l'individu, au sens formel du terme, se définit essentiellement par une capacité d'action et de réaction : il n'est pas tant une unité atomique que quelque chose qui réagit par rapport à d'autres choses et agit sur elles. Le second élément relève des potentialités inhérentes à l'événement : comme l'écrit Arendt, "chaque événement révèle un paysage inattendu d'actions, de passions et de nouvelles potentialités dont l'ensemble dépasse la somme totale de toutes les volontés et la signification de toutes les origines"; mais "c'est dans l'action qu'on fait tout naturellement fond sur la nouvelle situation créée par l'événement, autrement dit qu'on le considère comme un commencement" (ibid., p. 76).

Comment la description de l'événement peut-elle ainsi ouvrir et délimiter un champ d'action ? Essentiellement en spécifiant la capacité d'action de l'événement et la capacité de réaction de ceux qu'il affecte. Un événement ne concerne et n'affecte quelqu'un que "sous une description". C'est donc la description qui définit qui est affecté par l'événement et selon quelle modalité. Mais c'est elle aussi qui délimite le type de réponse à apporter à l'événement ou le type de traitement à appliquer à la situation qu'il révèle. Par exemple, une profanation constitue une offense faite aux morts, et elle affecte une certaine communauté de croyance et de pratique. Elle appelle donc un certain type de réponse : réparer rituellement et matériellement l'offense commise (remise en ordre du cimetière, prières, cérémonies, etc.).

Le même événement décrit comme acte antisémite concerne une communauté différente, beaucoup plus large :

c'est la communauté nationale toute entière qui est affectée, car ce sont les valeurs censées fonder la société et les institutions démocratiques qui apparaissent mises en cause par l'événement. Les réactions et les actions à entreprendre sont aussi différentes : à la réparation rituelle d'une offense se substituent l'expression d'une indignation générale, le partage d'une émotion collective, la mobilisation publique contre ce type d'action, la sanction des auteurs du crime, etc. On peut même aller plus loin dans l'analyse et reprendre la notion de "relevance programmatique" que Sacks attribuait à la catégorie : la description de l'événement définit une sorte de programme d'action, dégage des orientations d'action et configure un système d'action à actualiser (avec des rôles à endosser, des raisons d'agir, etc.).

Conclusion

En quoi ce genre d'analyse peut-il faire avancer l'étude sociologique de la catégorisation ? J'ai surtout voulu éviter d'introduire une conception classificatoire, pour faire émerger le plus clairement possible une valeur opératoire des catégories, qui ne passe pas par la subsomption des objets ou des événements sous des catégories d'appartenance. J'ai traité la catégorisation comme une des formes possibles de la description sous laquelle une action ou un événement est identifié. Dans mon esprit, la sélection d'une description ne permet pas d'abord une montée en généralité (détermination d'un objet particulier par sa subsomption sous un universel) mais une descente en singularité. La catégorisation, qui consiste à sélectionner un descripteur ou une description, est le point de départ et le cadre d'une individuation ; elle ouvre et

délimite le champ de connaissance et d'enquête, et le champ pratique dans lesquels une individualité prend forme.

Un deuxième point intéressant est l'éclairage qu'on obtient sur la valeur prescriptive des catégories. C'est un aspect qu'a bien analysé Bourdieu dans l'article mentionné supra. En fait il ne dit pas autre chose que ce que disait Garfinkel dans le traitement du cas Agnès. La catégorie "femme naturelle-normale" n'est pas simplement une catégorie descriptive mais une catégorie prescriptive : elle définit "une réalité à être". La catégorie doit être réalisée. Et c'est elle qui guide normativement la réalisation pratique de cet être-femme. C'est cette idée que Bourdieu reprend lorsqu'il considère la famille comme "catégorie réalisée". Cependant l'analyse esquissée ci-dessus fait ressortir un autre aspect de la valeur prescriptive des catégories : celles-ci définissent des contraintes sur les opérations d'individuation, de détermination et de configuration des phénomènes. Comme dit Dewey, elles sont des "formules pour des opérations possibles".

Un troisième point est que les catégories ne sont pas simplement des ressources cognitives ou linguistiques. Elles ont une teneur de signification beaucoup plus importante. Par exemple la notion d'acte antisémite a un contenu sémantique qui excède la définition qu'on peut donner de l'expression. Pour en rendre compte, on peut recourir aux outils analytiques proposés par R. Koselleck. Pour identifier un événement et lui donner sens, on doit, ai-je soutenu, sélectionner un "contexte de description". Mais il convient d'enrichir cette notion pour tenir compte du fait que la matrice de réception d'un événement a aussi une structure temporelle et qu'en particulier, elle est faite d'une certaine articulation d'un "champ d'expérience" et d'un "horizon d'at-

tente". Pour Koselleck, cette articulation est incorporée dans le langage lui-même, en particulier, dans la structure sémantique des concepts sociaux et politiques. C'est bien le cas du concept d'"acte antisémite". On peut dire de quiconque, dans notre société, qu'il a appris ce concept et maîtrise son usage, qu'il a assimilé le "champ d'expérience" et l'"horizon d'attente" que le concept articule. Le "champ d'expérience" c'est toute l'histoire de l'antisémitisme, c'est la mémoire de ce qui a été commis au nom de l'antisémitisme, ou le souvenir des luttes et des mouvements qui l'ont combattu, etc. L'"horizon d'attente" c'est le futur espéré, l'anticipation d'un monde possible, d'un état où ce genre d'idéologie et de pratique aura disparu, où les valeurs de tolérance, d'égalité, etc. seront pleinement acceptées. Lorsqu'on identifie un événement, c'est tout ce réseau de significations et de savoirs liés à la catégorie descriptive qui est mobilisé et qui constitue l'arrière-plan sur lequel l'événement identifié acquiert son individualité pour une collectivité déterminée à un moment donné. Ce qui implique, d'un point de vue analytique, qu'on explore plus avant la structure sémantique des catégories et la nature de leur capacité de libérer et de limiter "des expériences et des attentes" sociales et politiques (cf. Koselleck, 1990)¹.

Notes

1. Ce texte reprend et développe un exposé présenté à l'Université de Nice (SOLIS) le 10 Mai 1994.

Bibliographie

- Arendt Hannah, "Compréhension et politique", *Esprit*, Juin 1980 (1953), pp.66-79.
 Bourdieu Pierre, "A propos de la famille

comme catégorie réalisée", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 100, 1993, pp.32-36.

Cassirer Ernst, *La philosophie des formes symboliques*, I, Paris, Minuit, 1972.

Douglas Mary and Hull David, *How Classification Works*, Edinburgh University Press, 1992.

Goffman Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991.

Koselleck Reinhart, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1990.

Ricoeur Paul, *Temps et récit*, Paris, Le Seuil, 1983.